

Samedi avait lieu la première journée dédiée aux victimes d'abus sexuels commis au sein de l'Eglise

Une reconnaissance des actes commis

« NICOLAS MARADAN

Fribourg » Samedi se tenait à Fribourg la toute première journée diocésaine en mémoire des victimes d'abus sexuels commis au sein de l'Eglise catholique. Un événement organisé conjointement par l'évêque Charles Morerod et le Groupe de soutien aux personnes abusées dans une relation d'autorité religieuse (SAPEC). Une plaque commémorative a notamment été posée à la cathédrale Saint-Nicolas. Interview du Valaisan Jean-Marie Fürbringer, membre du comité du groupe SAPEC.

Cette première journée en mémoire des victimes d'abus sexuels est-elle le signe qu'un certain tabou est en train de tomber?

Jean-Marie Fürbringer: Je le souhaite. C'est en tout cas la marque d'un dialogue de très bonne qualité avec Mgr Morerod. Avec l'organisation de cette journée, l'Eglise ne tente pas de se justifier. Au contraire, c'est la reconnaissance des actes qui ont été commis. Nous avons aussi besoin d'un signe tangible – en l'occurrence cette plaque commémorative – que des gens vont pouvoir voir et qui va peut-être les faire réagir. Car nous devons faire prendre conscience que les abus qui ont été dénoncés ne représentent que la pointe de l'iceberg. Beaucoup de personnes victimes ne parlent pas encore et certaines, celles qui ne sont plus en vie, ne parleront jamais.

Est-ce que cela suffit à effacer des décennies de silence?

Non, il n'est pas possible de changer le passé. Et l'enjeu n'est pas de tout effacer. Quand Mgr Genoud, prédécesseur de Mgr Morerod, a mis sur pied la commission SOS prévention en 2008, j'avais été déçu de l'incapacité d'entrer en discussion avec les dirigeants religieux. Certes, nous avons été reçus très poliment. Mais nous étions seulement considérés comme des victimes qui avaient quelque chose à régler avec un auteur d'abus. Or nous avions des choses à dire sur le fonctionnement de l'Eglise, sur les relations

entre clercs et laïcs, par exemple sur ce qui avait permis que les abus aient lieu, parfois sur des périodes très longues. Aujourd'hui, Mgr Morerod a changé d'approche, il s'est engagé fortement en faveur des victimes et une collaboration s'est mise en place.

Depuis 2016, les victimes d'actes prescrits peuvent demander réparation auprès de la Commission d'écoute, de conciliation, d'arbitrage et de réparation (CECAR). Un pas en avant?

L'Eglise s'était déjà prêtée au principe de l'indemnisation, parfois avec maladresse. Mais elle évaluait elle-même qui avait droit à une indemnité. L'intérêt de la CECAR, c'est qu'elle est indépendante. Et il est important qu'un tiers soit ainsi impliqué dans le processus de réparation.

«J'espère que je verrai des changements concrets de mon vivant»

Jean-Marie Fürbringer

Mais des divergences sont apparues au sujet du mode de financement entre les instances religieuses et la CECAR...

La CECAR reste encore un organe très romand. Ailleurs en Suisse, certains évêques étaient réticents à ce que ce dossier soit traité en dehors de l'Eglise. Il a par exemple fallu frapper à la porte de certains diocèses pour qu'ils veuillent bien mettre les informations nécessaires à disposition. Certes, entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, il y a des cultures différentes. Pourtant, concernant les abus sexuels, je pense que les problèmes sont les mêmes partout.

Présidente de la CECAR, l'ancienne conseillère d'Etat neuchâteloise Sylvie Perrinjaquet plaideait l'an passé pour un système de supervision des prêtres. L'Eglise est-elle prête à entendre ces suggestions?

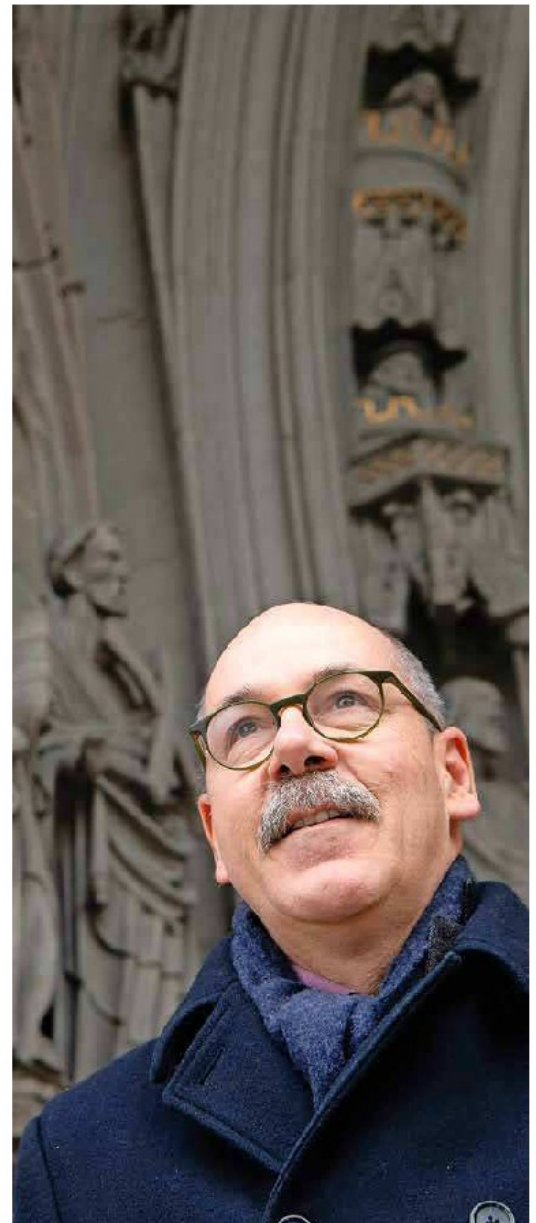
Non, je ne pense pas qu'elle soit prête. Mais cela montre à nouveau à quel point il est important que des tiers soient impliqués dans le processus. La société civile doit avoir l'occasion d'intervenir. Cela peut permettre de détecter les problèmes. Car comment se fait-il que, pendant des années, des religieux aient pu inviter des petits garçons dans leur bureau sans que personne ne se pose de questions? Aujourd'hui, la société civile doit se battre pour davantage de contrôle sur les Eglises et les groupes religieux. D'ailleurs, sur la plaque qui a été installée samedi est inscrit le mot «vigilance».

Un réseau international pour mettre fin à l'impunité des prêtres pédophiles – nommé Ending Clerical Abuse (ECA) – a vu le jour l'an dernier à Genève. Le but est de vous faire entendre par le pape François?

Oui, et par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il faut que nous puissions dialoguer également avec ces instances-là. L'enjeu, c'est aussi de pouvoir rassembler les informations au niveau international. Car il y a des régions – j'ai notamment vécu longtemps en Amérique latine – où les religieux font encore figure d'autorité et où les gens qui essaient de dénoncer des actes commis par des clercs sont poursuivis et traités de menteurs. Des pays comme la Suisse, la France ou les États-Unis, où le débat sur ce thème est déjà très avancé, doivent servir d'exemples.

En début d'année, le Vatican a tenu un sommet historique sur la pédophilie dans l'Eglise. Avec quels résultats?

Probablement que les spécialistes de cette thématique ont perçu quelques avancées. Mais personnellement, j'ai trouvé que tout ça, c'était beaucoup de bla-bla. Et j'étais particulièrement énervé car, à chaque fois, nous nous voyons promettre beaucoup de choses. Et en fin de compte, rien ne change. J'ai 56 ans et j'espère que je verrai des changements concrets de mon vivant. Cependant, plus ça va, plus nous découvrons de nouveaux problèmes, comme les abus commis sur des religieuses. »



Le Valaisan Jean-Marie Fürbringer est membre du comité du Groupe de soutien aux personnes abusées dans une relation d'autorité religieuse. Charly Rappo

PUBLICITE

**1 MILLION À GAGNER
CHAQUE JOUR !**

**ÇA TOMBE
TOUS LES JOURS !**

Comment recevoir chaque jour les résultats ? Infos sur 24millionnaires.ch



**LOTTERIE
ROMANDE**
www.loro.ch